



3^e trimestre 2018 : légère baisse de l'emploi salarié

Les derniers mois de 2018 sont marqués par un climat des affaires globalement en dégradation au niveau international, en particulier dans la zone euro, où les incertitudes persistent.

En France, la croissance a été de 0,3 % au 3^e trimestre, après un semestre de croissance très modérée. Malgré des gains de pouvoir d'achat des ménages qui soutiendraient la consommation au cours des prochains mois, le contexte international moins favorable et le mouvement des gilets jaunes pèseraient sur la croissance française en fin d'année.

Au 3^e trimestre 2018, l'emploi salarié diminue de 0,1 % à La Réunion, moins fortement qu'aux deux trimestres précédents (- 0,4 % chacun). Depuis la mi-2017, il est tiré à la baisse par les services non marchands (- 0,3 % ce trimestre) et par les « autres services » du secteur marchand (- 1,6 %), en lien avec la forte contraction du nombre de contrats aidés. Le secteur privé crée peu d'emplois salariés à La Réunion ce trimestre, comme au trimestre précédent. L'emploi salarié reste dynamique dans l'industrie et il rebondit dans la construction, en phase avec des perspectives de construction de logements bien orientées. Il baisse modérément dans les services aux entreprises, tandis qu'il ralentit dans le commerce et l'hébergement-restauration, en lien avec une fréquentation hôtelière qui progresse timidement.

La création d'entreprises se stabilise à La Réunion au 3^e trimestre, malgré la poursuite de la hausse des créations de micro-entreprises. Les créations sont en fort repli dans le « commerce, transports, hébergement et restauration ».

Philippe Paillole, Nathalie Poleya et Sébastien Seguin, Insee

Au 3^e trimestre 2018, 254 800 salariés travaillent à La Réunion, secteurs privé et public confondus. Par rapport au 2^e trimestre 2018, c'est 300 salariés de moins.

L'emploi salarié continue de baisser

L'emploi salarié continue de baisser ce trimestre (- 0,1 %), mais moins fortement qu'aux deux trimestres précédents (- 0,4 %). C'est la première fois depuis 2012 que l'emploi salarié baisse pendant trois trimestres consécutifs.

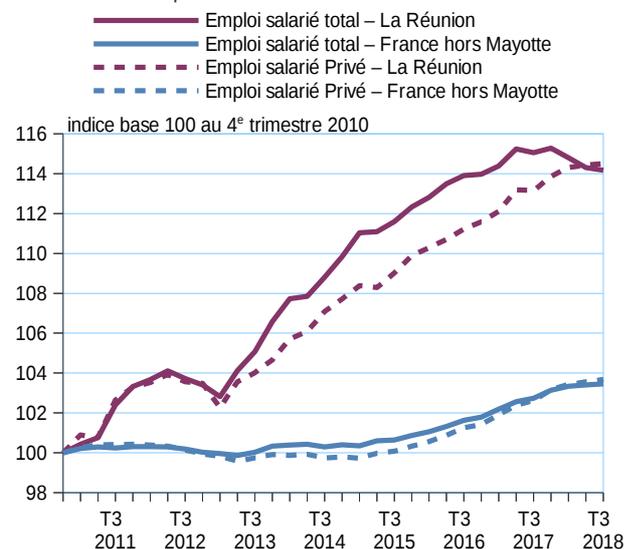
Sur un an, il diminue de 0,8 %, alors qu'il augmente de 0,1 % en France (hors Mayotte - *figure 1*).

La baisse de l'emploi salarié s'explique de nouveau par un recul de l'emploi dans le secteur public (- 0,5 %), qui représente un tiers des effectifs. Sur un an, 4 500 emplois publics ont disparu, soit 4 000 emplois en moins. En effet, le nombre de contrats aidés baisse depuis mi-2016, ce qui pèse notamment sur l'emploi public.

L'emploi salarié privé est en légère hausse au 3^e trimestre 2018 (+ 0,1 %), comme au trimestre précédent. Comme au 2^e trimestre, il ne parvient pas à contrebalancer les pertes d'emplois du secteur public. Sur un an, l'emploi privé est cependant dynamique (+ 1,2 %).

1 L'emploi salarié privé augmente très faiblement

Évolution de l'emploi salarié



Champ : emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte.
Note : données CVS, en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

La baisse de l'emploi salarié dans les services non marchands se poursuit

Au 3^e trimestre 2018, 106 200 salariés travaillent dans les services non marchands. Ils exercent dans l'enseignement, l'administration publique, la santé ou l'action sociale. Ils travaillent majoritairement dans le public (80 %), mais peuvent aussi exercer dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecine, etc.).

Dans ces services non marchands, l'emploi diminue de nouveau au 3^e trimestre 2018, en perdant 300 salariés, soit - 0,3 % (figure 2). Cette baisse est nettement moins forte qu'au premier semestre (- 1,6 % au 1^{er} trimestre et - 1,1 % au 2^e). C'est sur le premier semestre qu'ont en effet pris fin une grande partie des contrats aidés signés en 2017. Sur un an, 3,4 % des emplois non-marchands ont disparu.

Baisse de l'emploi salarié dans les associations

L'emploi salarié baisse de façon encore plus marquée dans les « autres services » du secteur marchand (- 1,6 % sur un trimestre et - 8,7 % sur un an, figure 3). Ces activités « d'autres services » se situent majoritairement au sein d'associations. Ce secteur, comme les secteurs non-marchands, est particulièrement concerné par la baisse des contrats aidés.

Au début du 3^e trimestre 2018, 11 700 personnes sont en contrats aidés, secteurs marchand et non-marchand confondus, soit 4 100 de moins qu'au début du trimestre précédent. Sur un an, la baisse est encore plus marquée : - 14 300 contrats aidés. Depuis le début de l'année, les nouveaux contrats aidés du secteur non-marchand, appelés « Parcours emploi compétences » (PEC), montent pourtant en charge (8 800 personnes en bénéficiant à la fin du 3^e trimestre 2018), mais à un rythme qui ne compense pas la disparition des anciens contrats aidés. Depuis le pic atteint mi-2016, ce sont 17 100 contrats aidés qui ont disparu.

Dans le secteur marchand, l'emploi salarié continue de progresser dans le secteur de l'industrie (+ 0,9 %, + 3,9 % sur un an).

Dans la construction, l'emploi salarié rebondit au 3^e trimestre 2018 (+ 0,4 % après - 0,7 % au trimestre précédent). Sur un an, l'emploi a progressé de 2,3 %.

L'emploi ralentit dans le commerce (+ 0,2 %, + 1,9 % sur un an) et dans l'hébergement et restauration (+ 0,4 % après + 2,5 %, + 6,8 % sur un an).

Dans les secteurs des services aux entreprises, l'emploi salarié diminue faiblement (- 0,2 % au 3^e trimestre). Toutefois, sur un an, la croissance de l'emploi reste soutenue (+ 2,3 %).

Les perspectives de construction de logements restent bien orientées

La construction de logements est dynamique à La Réunion : entre octobre 2017 et septembre 2018, 8 100 permis de construire ont été délivrés dans la région (figure 4). C'est 5,2 % de plus par rapport à la même période un an auparavant, alors que leur nombre diminue pour la France hors Mayotte (- 5,2 %).

À La Réunion, les autorisations de construire diminuent fortement pour les logements individuels (- 7 %), alors qu'elles sont très dynamiques pour les logements collectifs, avec 4 100 logements collectifs autorisés (+ 14 %).

Les mises en chantier de logements restent également dynamiques au 3^e trimestre 2018. D'octobre 2017 à septembre 2018, 6 900 logements ont été commencés à La Réunion. Ce cumul annuel est supérieur de 13,1 % à celui constaté d'octobre 2016 à septembre 2017. Cette augmentation est portée principalement par l'habitat collectif (+ 28 %). Les mises en chantier progressent plus fortement dans la région qu'au niveau national (+ 3,3 % sur un an).

Alertes

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

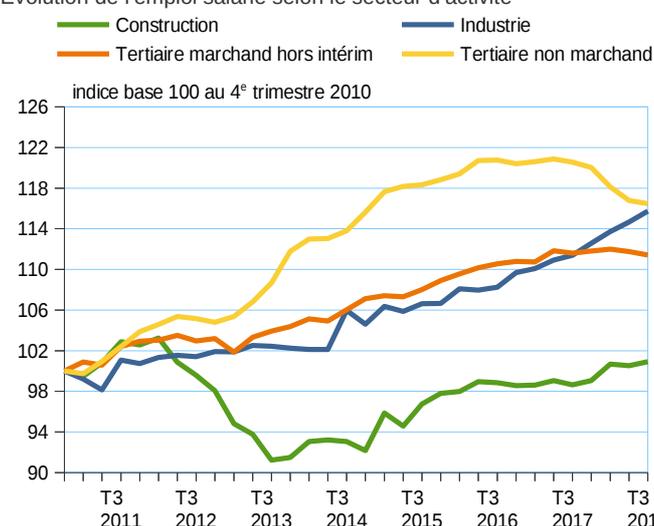
Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

À compter d'octobre 2017, l'enquête de fréquentation hôtelière étend son champ aux hébergements collectifs touristiques. Ce nouveau champ sera analysé dans les publications à compter de 2019, mais est déjà présent dans les séries mises à disposition sur insee.fr.

La présente publication porte donc sur les 75 hôtels de La Réunion et ne prend pas en compte les hébergements collectifs touristiques : 54 hôtels classés et 21 hôtels non classés.

2 L'emploi reste bien orienté dans l'industrie

Évolution de l'emploi salarié selon le secteur d'activité



Champs : emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte. Note : données CVS, en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

3 L'emploi est stable dans le secteur privé

Niveau et taux d'évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité

	Emploi salarié en niveau (en milliers)	T3 2018 / T2 2018 (en %)	T3 2018 / T3 2017 (en %)
Ensemble	255	- 0.1	- 0.8
Privé	170	0.1	1.2
Public	85	- 0.5	- 4.5
<i>Par secteur d'activité</i>			
Agriculture	3	1.2	0.5
Industrie, dont	19	0.9	3.9
Aéro-alimentaire	7	0.8	4.8
Construction	14	0.4	2.3
Intérim	4	1.1	25.7
Services marchands*	108	- 0.3	- 0.2
Commerce et réparation	33	0.2	1.9
Transports et entreposage	12	0.6	0.6
Hébergement et restauration	9	0.4	6.8
Information et communication	4	- 2.4	- 4.3
Activités financières	6	- 0.3	2.5
Activités immobilières	2	0.0	- 1.5
Services aux entreprises	22	- 0.2	2.3
Autres services	20	- 1.6	- 8.7
Services non marchands	106	- 0.3	- 3.4

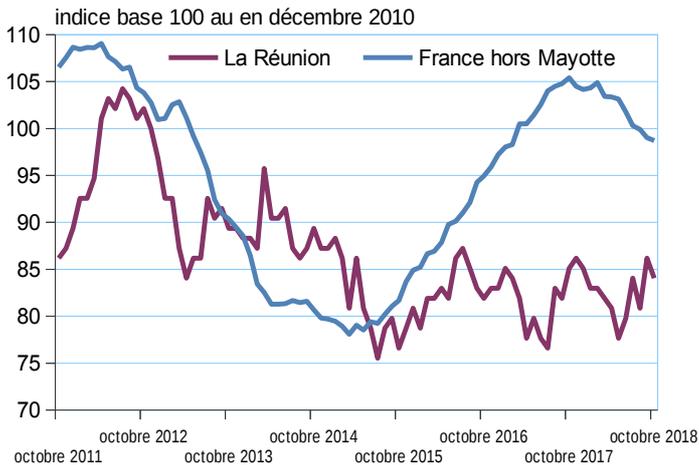
Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles. * hors intérim

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Le nombre d'autorisations de construction augmente de 5 % en un an

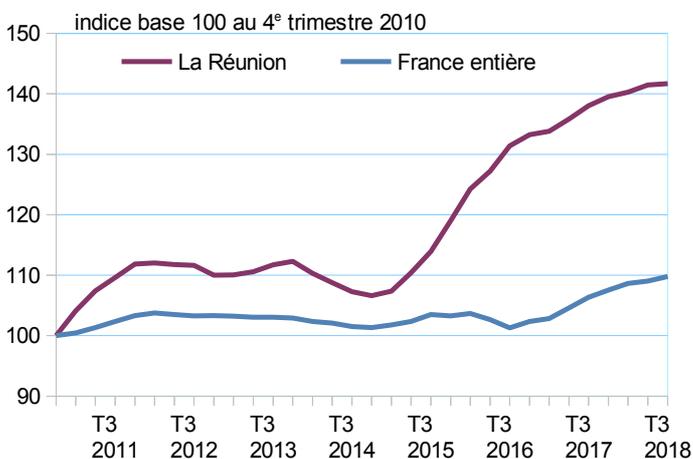
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : cumul sur 12 mois
Source : SDES, *Sit@del2*.

5 La fréquentation hôtelière augmente de 1 %

Évolution de la fréquentation hôtelière



Note : cumul sur 12 mois.
Source : Insee et DGE, enquêtes de fréquentation hôtelière.

Timide progression de la fréquentation hôtelière

Avec 300 600 nuitées, la fréquentation des hôtels réunionnais augmente légèrement au 3^e trimestre 2018 : + 1 % par rapport au 3^e trimestre 2017 (figure 5). Si les hôtels 3 étoiles et 4 ou 5 étoiles ont plus de succès (respectivement + 10 % et + 9 %), ce n'est pas le cas des autres établissements.

Ainsi, la fréquentation recule fortement dans les hôtels non classés (- 33 %) et plus modérément dans les hôtels 1 ou 2 étoiles (- 7 %), évolution due au changement de classification de deux établissements.

C'est dans l'Ouest que l'augmentation de la fréquentation est la plus forte (+ 6 %, figure 6). Elle se stabilise dans le Sud. Elle chute dans le Nord-Est (- 10 %), du fait principalement de la fermeture d'un grand établissement.

Le taux d'occupation augmente de 4 points par rapport au 3^e trimestre 2017 et atteint 65 %. En effet, l'offre de chambres des hôtels diminue (- 6 %), alors que le nombre de chambres occupées se stabilise.

La clientèle française, qui comprend la clientèle locale, reste stable. Elle représente 84 % des nuitées hôtelières du trimestre. La fréquentation de la clientèle résidente baisse de 8 %, alors que celle des autres départements français augmente de 7 %.

La clientèle étrangère progresse également (+ 4 %). Les Allemands représentent près d'un tiers des étrangers hébergés dans les hôtels.

Stabilité des créations d'entreprises

Au 3^e trimestre 2018, 1 689 entreprises ont été créées à La Réunion. Après un repli au 2^e trimestre, le nombre de créations d'entreprises reste stable (figure 7). Il se stabilise également au niveau national. Les immatriculations sous le statut de micro-entrepreneurs continuent d'augmenter (+ 9 % après + 4 % au trimestre précédent). Ainsi, près d'un quart des nouvelles entreprises sont des nouveaux micro-entrepreneurs : c'est 2 points de plus qu'au trimestre précédent. En revanche, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs diminuent (- 2 %). C'est le 3^e trimestre consécutif de baisse pour ce type d'entreprise.

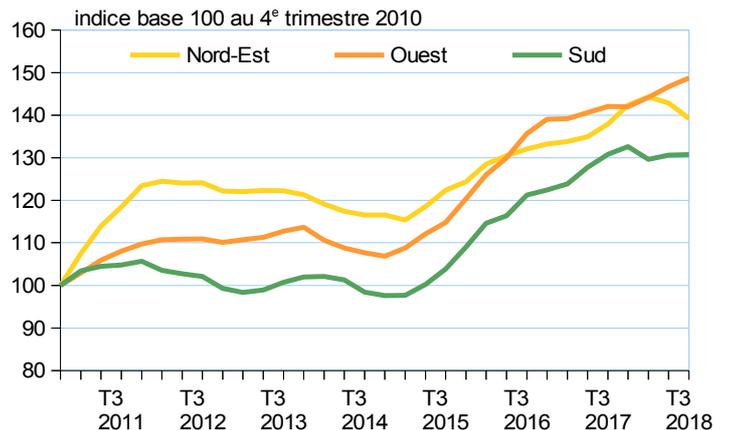
Les créations d'entreprises progressent de 5 % dans les « autres services », de 4 % dans la construction et de 2 % dans l'industrie. En revanche, les créations sont en fort repli dans le « commerce, transports, hébergement et restauration » (- 8 %).

Par rapport au 3^e trimestre 2017, le nombre de créations d'entreprises progresse de 5 % à La Réunion et de 17 % au niveau national.

Au cours des douze derniers mois, 1 042 défaillances d'entreprises ont été enregistrées à La Réunion. C'est 61 % de plus que sur les douze mois précédents. Le nombre de défaillances croît surtout au 3^e trimestre 2018 (+ 160 % par rapport au 2^e trimestre 2018). En effet, plus de 350 entreprises sans activité économique réelle ont été mises en liquidation. Ces entreprises étaient liées à des programmes de défiscalisation. ■

6 Une fréquentation hôtelière dynamique dans l'Ouest

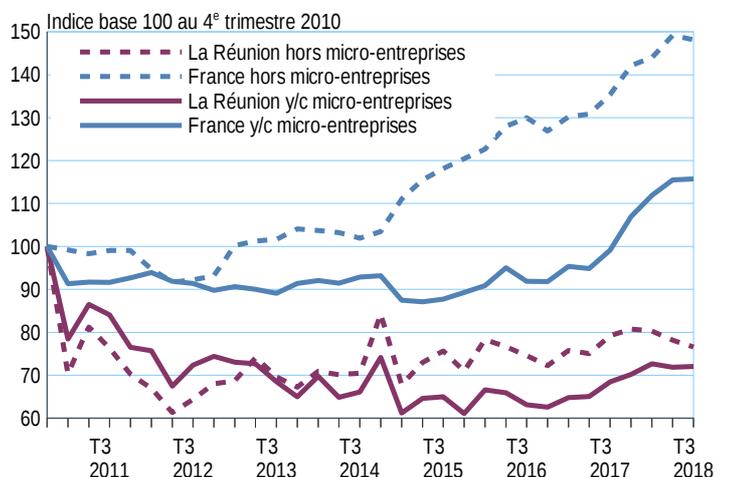
Évolution de la fréquentation hôtelière par microrégions à La Réunion



Note : cumul sur 12 mois.
Source : Insee et DGE, enquêtes de fréquentation hôtelière.

7 Les créations d'entreprises hors micro-entreprises continuent de baisser

Créations d'entreprises, y compris micro-entreprises



Note : cumul sur les 12 mois.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Contexte national : En France, le soutien apporté au pouvoir d'achat des ménages limiterait le ralentissement de l'activité

Au 3^e trimestre 2018, l'activité a progressé de 0,3 % en France après deux trimestres de croissance plus modérée (+ 0,2 % par trimestre). La reprise de la consommation des ménages est principalement à l'origine de ce rebond.

Le contexte international, mais également le mouvement des gilets jaunes, pèserait sur la croissance française en fin d'année 2018. L'activité économique ne progresserait que de + 0,2 % au 4^e trimestre avant de se redresser au premier semestre 2019 (+ 0,4 % puis + 0,3 % par trimestre). Les gains de pouvoir d'achat des ménages prévus fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation au premier semestre 2019.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,0 % à mi-année (après + 1,5 % prévu pour l'ensemble de l'année 2018). L'acquis de croissance du pouvoir d'achat (mesuré au niveau global) serait de + 2,0 % à la mi-2019 (après + 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2018).

Contexte international : La croissance européenne s'essouffle un peu

Les climats des affaires sont globalement en baisse à l'automne 2018, suggérant un ralentissement économique, dans un contexte de tensions commerciales.

L'activité des États-Unis résisterait un peu grâce à des dépenses publiques vigoureuses, mais ralentirait tout de même à l'horizon de la prévision (mi-2019).

La Chine, comme d'autres pays émergents, présenterait des signes d'essoufflement.

Les économies de la zone euro, soumises à des incertitudes persistantes (modalités du Brexit, situation budgétaire italienne, tensions sociales en France), ralentiraient même si les stimuli budgétaires programmés en 2019 soutiendraient la consommation des ménages.

Méthodes

Les **estimations trimestrielles de l'emploi salarié** sont élaborées à partir de différentes sources :

- les déclarations de cotisations sociales des établissements faites aux Urssaf (unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) et Caisses générales de sécurité sociale (CGSS), soit sous forme de bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC), soit de déclarations sociales nominatives (DSN) ;
- les fichiers de paie pour les personnels de la fonction publique d'État ;
- les déclarations de cotisations sociales collectées par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- les déclarations d'emploi des particuliers employeurs provenant de trois formalités administratives : déclaration nominative simplifiée (DNS), chèque emploi service universel (Cesu) et prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ;
- les déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire (ETT) adressées à Pôle emploi, auxquelles se sont progressivement substituées les déclarations sociales nominatives (DSN) à compter de mi-2016.

Définitions

Les **services aux entreprises** correspondent aux activités scientifiques et techniques, qui regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi qu'aux **activités de services administratifs et de soutien**, qui regroupent les activités liées à l'emploi (hors intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **autres activités de services** sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10, rue Demarne – CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directeur de la publication :
Aurélien Daubaire

Rédacteur en chef :
Julie Boé

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

Pour en savoir plus :

- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) » ;
- [Tableau de bord économique de La Réunion](#), Cerom, mars 2018 ;
- [Comptes économiques rapides de La Réunion en 2017 - Une croissance soutenue](#), Cerom, juillet 2018 ;
- [Construction neuve à La Réunion](#) - Note de conjoncture, Deal La Réunion, août 2018 ;
- Note de conjoncture de l'Insee - décembre 2018 : « [Du pouvoir d'achat, dans un contexte de ralentissement européen](#) ».



Insee
Mesurer pour comprendre